

Grisons : au nom de l'égalité

Autor(en): **Ish**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **81 (1993)**

Heft 8-9

PDF erstellt am: **25.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280397>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Suisse alémanique: une pionnière nommée Wädenswil

*Rien n'est encore acquis et bien des dents grincent déjà.
Le projet de règlement qui sera proposé en septembre
à la population wädenswiloise est entièrement rédigé au féminin.*

Le nouveau règlement de la commune de Wädenswil au bord du lac de Zurich est rédigé entièrement au féminin. Un préambule explique que la forme féminine comprend également la gente masculine. Quand le texte mentionne «présidente de commission», cela s'adresse donc aussi au président de commission. L'emploi du féminin pour les deux sexes a été décidé par le législatif début juin à une très large majorité. La population de Wädenswil se prononcera sur ce point et les autres du nouveau règlement communal en septembre prochain. L'innovation a déjà fait grincer quelques dents. La socialiste Julia Gerber Rüegg qui a lancé l'idée en séance n'a pas peur de la provocation. «Si les hommes de la commission avaient imaginé les réactions, ils n'auraient pas proposé l'idée, dit-elle. Maintenant, l'issue de la votation dépend d'eux et on va bien voir comment ils vont défendre le texte.»

Inspiration ménagère

C'est entre la cuisine et les couches de son cadet qu'est venue à Julia Gerber Rüegg l'idée de proposer le féminin. «J'étais dans une sainte colère qu'on passe comme chat sur braise sur cette question. Je n'avais rien à perdre. La question avait

été discutée au sein de la commission préparatoire – mais n'avait pas été retenue de justesse par ses neuf membres, tous des hommes. Quand le rapporteur radical a raconté ça au législatif, j'ai fait la proposition. Qui a passé à six contre un».

La jeune femme a pensé que la révision totale du règlement communal de Wädenswil était l'occasion ou jamais de faire un signe en faveur des femmes. La commission préparatoire a examiné les deux variantes: mention du masculin et du féminin à chaque fois ou d'un seul sexe pour les deux avec un préambule d'explication. Sa majorité a proposé la première, sa minorité la seconde.

«Ridicule histoire de sexe»

«Les gens disent qu'il ne faut pas faire une montagne de cette histoire de sexe «ridicule», un «détail». Si c'était ridicule comme ils disent, déclare Julia Gerber Rüegg, ils n'auraient pas réagi avec autant d'émotion. La langue est l'expression de notre conscience, elle la renforce».

«On ne pourra plus rédiger un règlement officiel en Suisse alémanique sans se poser la question de la formulation», constate-t-elle, satisfaite de l'écho rencontré par le

geste de Wädenswil. A sa connaissance, une bourgeoisie lucernoise et une petite commune bernoise connaissent déjà une formulation comparable. Et un Land allemand envisage de l'introduire.

N'en déplaise à certains Wädenswilois qui ne digèrent pas d'être «relégués» au féminin, les femmes ne sont plus une quantité négligeable. Reste l'incertitude du scrutin de cet automne, sur l'issue duquel il est difficile d'émettre un pronostic. Le sujet échauffe les esprits dans la bourgade. Comme d'habitude, on trouve des femmes opposées à l'innovation.

De père en fille

Julia Gerber Rüegg, 36 ans, est mariée et mère de deux enfants en bas âge. Elle aime cabaler. C'est de famille, son père faisait de la politique dans sa commune, mais pour le parti radical. C'est par sa profession qu'elle a pris conscience de sa responsabilité sociale.

Elle veut assouplir les structures afin qu'une «famille moyenne» comme la sienne puisse vivre différemment du modèle majoritaire. Les hommes y auront aussi avantage, dit-elle. C'est à se demander comment ils ne l'ont pas encore compris.

Claudine Salamin

Zurich

Bureau renforcé

(pbs) – Une ordonnance du gouvernement zurichois vient renforcer le statut du bureau de l'égalité par la création d'une commission de 15 membres. On espère ainsi étendre le cercle des personnes intéressées aux activités du bureau, créé en 1989 et où 5 femmes partagent 3 postes de travail.

Berne

Révolte féminine

(nh) – Actuellement, le Grand Conseil bernois ne compte que 36 femmes sur

200 membres, ce qui équivaut à une proportion de 18%, c'est faible quand on compare ce chiffre à la population féminine du canton (52%) et à la situation dans d'autres cantons, tels Soleure, par exemple, où la part des femmes siégeant au législatif est de 35%, Argovie et Genève (32%) ou Schwytz (22%).

Afin que la représentation féminine au Grand Conseil augmente, la Commission cantonale pour les questions féminines estime que deux conditions doivent être désormais remplies. La première concerne le nombre de candidates aux élections qui devrait encore s'accroître, la seconde demande à ce que les candidates soient davantage épaulées dans leurs démarches. A ce propos,

la Commission présente aux partis politiques plusieurs exemples concrets à adopter: fixer des quotas, placer les femmes en tête de liste, cumuler les candidatures féminines ou encore privilégier la présence des femmes dans les débats télévisés ou radiophoniques. Un rapide sondage a permis de constater que ce genre de mesures est très apprécié des femmes.

Voilà les partis avertis. En outre, le Bureau cantonal de l'égalité et la commission cantonale pour les questions féminines publieront, cet automne, une brochure récapitulant les mesures proposées aux différents acteurs de campagnes électorales (partis politiques, organisations féminines, médias et corps électoral).

Grisons

Au nom de l'égalité

(lsh) – L'égalité entre hommes et femmes est sujet d'actualité dans le canton des Grisons. Une enquête sur la situation des femmes dans l'administration cantonale, souhaitée par la socialiste Nicoletta Noi-Togni, a donné de bons résultats: en théorie, elles ont les mêmes chances que leurs collègues mâles. La réalité est plus sombre. Les femmes occupent des classes salariales plus basses, n'ont pas les mêmes possibilités de carrières que les hommes, travaillent souvent à temps partiel, ce qui accentue les discriminations, et s'occupent seules du ménage.

Le groupe de travail pour les questions féminines sur la base de cette enquête a présenté des propositions au Gouvernement: offres d'emploi à mesure de femme, crèches pour enfants et cours de ménage pour les hommes, etc.

Mais l'interprétation de l'égalité entre hommes et femmes dans l'administration de Coire laisse songeuse: les femmes des services publics cantonaux auront droit à la retraite à soixante-cinq ans au nom de l'égalité. Le Grand Conseil des grisons a franchi ce pas car... les femmes vivent plus longtemps que les hommes!

Genève

Un centre à doc

(bm) – Trois pièces claires, dont un bureau avec ordinateur et deux espaces aux parois couvertes d'étagères sur lesquelles sont clairsemés – rassurez-vous ils sont déjà mille – les livres de Filigrane, le pimpant Centre de documentation sur la condition féminine et l'égalité. Au rez de chaussée le Bureau de l'Egalité genevois. Un lien logique puisque Filigrane est mandaté par le Bureau genevois pour gérer sa documentation. Le reste des fonds, Filigrane doit les obtenir par ses propres moyens: «Ce sera plus facile pour nous de faire des demandes maintenant que nous avons des locaux et un projet visible» explique enthousiaste, Christiane Leuenberger-Ducet, la bibliothécaire documentaliste du centre. En effet, la nécessité d'un centre de documentation spécialisé sur la question des femmes a été révélée en 1986 par F-Info. «Dans la phase de prospection, nous sommes allées au Centre Simone de Beauvoir à Paris qui nous a conseillé d'élaborer un beau projet, de voir grand» se souvient Sylvie Cristina Reichlin, la présidente de l'Association qui chapeaute Filigrane. Les liens se nouent vite avec Marianne Frischknecht, la déléguée genevoise à l'égalité qui a monté le bureau en songeant à une future collaboration. C'est ensuite au tour du Conseil d'Etat de nommer une commission d'experts chargé d'examiner la faisabilité du projet. Les associations féminines, recensées puis dûment

questionnées, ont effectivement déclaré la nécessité d'un tel centre. Seul regret, elles avaient vu un peu trop grand: «Au début nous voulions travailler avec les femmes de théâtre et leur fournir une salle mais nous avons dû renoncer à cause de l'insuffisance de locaux.» Quant à la bibliothèque, elle est enthousiaste et c'est tant mieux: «Notre centre ne doit pas avoir tous les documents et les livres mais plutôt posséder ceux que l'on ne trouve nulle part ailleurs dans le canton et en Suisse romande.» Christiane Leuenberger-Ducet tient énormément à une diversité du public afin que Filigrane ne devienne pas une bibliothèque pour les seules spécialistes. «Je compte pouvoir acheter des romans, des biographies de femmes pour être un centre tout public.» Afin de faire connaître ce service, Marianne Frischknecht a fait inscrire les coordonnées du Bureau de l'égalité et de Filigrane sur toutes les fiches de salaires des fonctionnaires genevois. Être tout public ne signifie cependant pas tout posséder mais plutôt être performant dans certains domaines, et éviter la redondance: «Nous pourrions dire à un client que le livre se trouve à tel ou tel endroit. Nous allons par exemple travailler avec Viol-Secours afin de savoir ce qu'elles ont comme documents pour ne pas faire double emploi.» Sans oublier une collaboration avec EFI, le centre de documentation international qui ouvrira sous peu ses portes dans le voisinage. Le travail de Filigrane ne consiste pas seulement à prêter des livres mais également à répondre à des demandes de recherches, à fournir des listes thématiques de documentation. «L'idéal sera d'arriver à pianoter sur l'ordinateur et d'apprendre qu'un livre est à Sion, à F-Info ou bien chez nous.»

L'élue de ces dames a déjà fait ses preuves dans 57 bibliothèques et centres de documentation. Reste à rentrer les données...

Pour emprunter un livre ou un document, il faut soit être membre de l'association, soit posséder une carte de fidélité, soit payer 2 francs.

Horaires dès septembre: mardi: 9 h - 16 h, mercredi: sur rendez-vous, jeudi: 14 h - 18 h, vendredi 10 h - 12 h 30, et 13 h 30 - 17 h.

Adresse: 2, rue de la Tannerie, 1227 Carouge. Téléphone (022) 301 37 89/95, télécopieur (022) 301 37 92.

Vaud

Le CLAF en assemblée

(sk) – Le CLAF vit dans l'air du temps. Les frais généraux augmentent de manière inversement proportionnelle aux revenus et le budget pour l'année prochaine verra du rose au franchement rouge. Une ère d'austérité donc qui s'annonce pour la nouvelle présidente, élue lors de la dernière assemblée générale qui s'est tenue dans le cadre paisible de Crêt-Bérard. Après trois années de présidence, Claude Yechouroun cède la barre à Françoise de Coulon. Trois autres personnes quittent également le comité: la caissière, Denise Cisier qui sera remplacée par Piera Campana, Claudine Porchet et Anne-Marie Bernard. Deux «nouvelles» montent sur le bateau: Huyen Dentan, ancienne Madame Egalité de la ville de Lausanne et Claire-Lise Cornu.

La soixantième Journée vaudoise des femmes, prévue initialement au mois de novembre aura lieu le 5 mars 1994 et s'inscrira dans le cadre de l'Année internationale de la famille.

Prison modèle? Club Med? la prison de la Tuilière à Lonay n'a pas fini de faire jaser. Pour en parler, le directeur est venu accompagné de l'une de ses «pensionnaires», Marie-Jo. Deux côtés du mur, deux points de vue pour cette prison qui «accueille» une centaine de femmes. Un brin paternaliste - ce qui n'a pas manqué de faire réagir plus d'une des auditrices - M. Ramel rêve en regardant une plante grandir entre les barreaux, ceux de «sa» prison au système de sécurité hyper-sophistiqué. Quant à Marie-Jo, ce mur, démesurément haut, c'est trop...

Bienne

Victimes de la crise

(nh) – Deux ans quasiment jour pour jour après le 14 juin 1991, plusieurs associations de femmes et des femmes engagées à Bienne se sont mobilisées pour que cette fameuse grève fuchsia ne tombe pas dans l'oubli. Durant un week-end, les femmes, les hommes

aussi, ont été invités à participer à diverses manifestations, tels des pièces de théâtre, la projection d'un film, un brunch et une table ouverte à l'enseigne de «Pourquoi seulement le 14 juin...?»

Un forum intitulé «Femmes-Saisonnières dans leur propre pays?» a également réuni une soixantaine de participantes. Chiffres et explications à l'appui, trois oratrices, une francophone et deux allemandes, se sont penchées sur les conséquences de la crise économique sur l'emploi des femmes. Première intervenante, Simone Forster, journaliste à *Femmes Suisses* et économiste, s'est exprimée sur les répercussions de la crise et du chômage au sein des couples et des familles, mais aussi sur la société entière.

«Aujourd'hui dans notre pays, a-t-elle expliqué, un dixième des femmes travaille dans des conditions très précaires.

Si nous n'y prenons pas garde, la Suisse va s'engager sur le chemin pris par la Grande-Bretagne qui compte un nouveau prolétariat, constitué en majorité de femmes.» Franziska Widmer, secrétaire du syndicat cantonal bernois des services publics (SSP) n'a fait qu'abonder dans le sens de Simone Forster.

Et pour prouver, si besoin est, que les femmes sont premières victimes de la crise économique, Franziska Widmer a cité quelques données récentes indiquant que même les femmes hautement qualifiées sont plus touchées par le chômage que leurs homologues masculins.

Dernière oratrice, Marie-Louise Barben, du Bureau cantonal bernois pour l'égalité, a proposé quelques stratégies de changement. «Nous devons élire des politiciennes et des politiciens qui vont dans le sens d'un partage des tâches, du temps, des salaires et du travail» a-t-elle en outre mentionné. De cette discussion, il est ressorti que quand l'économie va mal, les femmes vont plus mal encore.

Ce qui a fait dire à l'une des organisatrices de ces journées: «Il nous faudra encore beaucoup de 14 juin, de Christiane Brunner et de Ruth Dreifuss, de femmes comme nous, pour faire avancer les choses.»